



**HAL**  
open science

## Voter en soi et contre les autres. Altérisation raciale et appartenance de classe dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris

Lorenzo Barrault-Stella, Martin Baloge, Clémentine Berjaud, Safia Dahani, Anne-France Taiclet

### ► To cite this version:

Lorenzo Barrault-Stella, Martin Baloge, Clémentine Berjaud, Safia Dahani, Anne-France Taiclet. Voter en soi et contre les autres. Altérisation raciale et appartenance de classe dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Actes de la Recherche en Sciences Sociales, 2020, Affinités électorales, 2-3 (232-233), pp.30-49. 10.3917/arss.232.0030 . halshs-03085755

**HAL Id: halshs-03085755**

**<https://shs.hal.science/halshs-03085755>**

Submitted on 22 Dec 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Voter entre soi et contre les autres.**  
**Altérisation raciale et appartenance de classe**  
**dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.**

**Auteurs :**

Lorenzo Barrault-Stella, Martin Baloge, Clémentine Berjaud, Safia Dahani, Anne-France Taiclet

**Résumé**

Cet article contribue au renouvellement des analyses contextuelles du vote en portant la focale sur les dispositions et les intermédiations électorales dans deux quartiers, l'un populaire et l'autre gentrifié, du 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris à l'occasion des scrutins présidentiels et législatifs de 2017. L'analyse relationnelle des mécanismes de production des votes dans des groupes sociaux et ethno-raciaux, très inégaux et vivant à proximité, souligne l'importance des dynamiques collectives d'appartenance et des rapports sociaux de classe et de race dans la définition des préférences et affinités politiques. Dans le cas des élections nationales de 2017 au moins, davantage que les médiations instituées du champ politique, ou encore que la campagne médiatique, ce sont les groupes primaires et les affinités sociales et ethno-raciales qui fournissent des clefs d'interprétation du politique. Si bien que la principale intermédiation électorale, à la fois symbolique et pratique, passe par les manières dont les électeurs se pensent et se représentent les autres groupes sociaux, à l'articulation des formes de domination sociale, raciale et politique.

**Mots-clés**

Politisation, vote, inégalités sociales et ethno-raciales, ségrégation, gentrification, domination

Si l'on sait le champ politique français relativement autonome et de plus en plus professionnalisé, sa sociologie ne peut se passer d'une analyse des « sanctions externes »<sup>1</sup> comme les rites électoraux qui concourent à son actualisation. Le développement d'approches contextuelles dans la sociologie des comportements électoraux en France depuis une quinzaine d'années a permis la multiplication d'enquêtes au sein de différents territoires, qu'il s'agisse de quartiers populaires, de zones péri-urbaines ou de secteurs bourgeois<sup>2</sup>. Du fait des processus de ségrégation territoriale, ces travaux soucieux de désagréger les groupes sociaux ont tendance à se focaliser sur des contextes relativement homogènes socialement. L'étude de territoires plus hétérogènes, autorisant dans la même enquête localisée une analyse des rapports à l'institution électorale de groupes très inégaux, est plus rare. Telle est la perspective de notre recherche menée entre 2016 et 2018 dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Ce terrain permet une analyse relationnelle de groupes aux caractéristiques sociales<sup>3</sup> et ethno-raciales<sup>4</sup> contrastées vivant à proximité<sup>5</sup>. Le territoire étudié est partiellement gentrifié et certaines portions sont encore largement populaires (au nord et à l'est) tandis que d'autres sont plus anciennement bourgeoises (Montmartre notamment). Entamée en amont de la séquence électorale et poursuivie au-delà, l'enquête (voir encadré 1) a porté sur les comportements d'habitants vivant sur le territoire de deux bureaux de vote, distants d'environ 800 mètres, contrastés socialement et politiquement (voir encadré 2).

Autorisant l'observation de processus généraux, notre approche par cas<sup>6</sup> ambitionne de restituer le vote dans « ses conditions sociales de production »<sup>7</sup> en portant une attention conjointe aux dispositions, aux intermédiations (spécialisées ou non, instituées ou non) entre l'offre politique et les électeurs, et à leurs prises de positions politiques (par le vote) en 2017. Au-delà des enjeux propres à la participation et à la (non) inscription sur les listes électorales<sup>8</sup>, quelles sont les logiques de la variabilité des pratiques de vote des groupes peuplant le 18<sup>ème</sup>

---

<sup>1</sup> Par analogie avec le champ littéraire où « les luttes internes sont en quelque sorte arbitrées par les sanctions externes » : Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art*, Paris, Seuil, p.416.

<sup>2</sup> Pour une synthèse : Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote*, Paris, LGDJ-Lextenso Éditions, 2010.

<sup>3</sup> À l'échelle de l'arrondissement, le recensement INSEE fait état de 26,7% de cadres, 26,4% de professions intermédiaires, 26,6% d'employés et 13,2% d'ouvriers. Ces données comme les suivantes sont issues du recensement 2015.

<sup>4</sup> Sur cette catégorie : Mirna Safi, *Les inégalités ethno-raciales*, Paris, La Découverte, 2013.

<sup>5</sup> On s'inscrit dans la perspective de « dé-nationalisation » de l'analyse des classes sociales en les étudiant dans leurs espaces sociaux localisés : Ivan Bruneau, Gilles Laferté, Julian Misch, Nicolas Renahy, « Saisir l'espace social à l'échelle locale », in *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2018, p.9-25.

<sup>6</sup> Jean-Claude Passeron, Jacques Revel (dir.), *Penser par cas*, Éditions de l'EHESS, 2005.

<sup>7</sup> Pierre Bourdieu, « Le mystère du ministère », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°140, 2001, p.8.

<sup>8</sup> Les phénomènes de non-inscription et d'abstention restent centraux en matière d'inégalités politiques : Céline Braconnier, Baptiste Coulmont, Jean-Yves Dormagen, « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation », *Revue française de science politique*, vol. 67, n°6, 2017, p.1023-1040.

arrondissement parisien<sup>9</sup> ? Si la science politique a tendance à porter la focale sur les médiations électorales politiquement instituées (à l’instar du traitement médiatique et des mobilisations partisans<sup>10</sup>), l’analyse peut être prolongée en s’intéressant aux médiations « par le bas », entre le champ politique et les groupes sociaux, qui prennent appui sur des relations sociales routinières – soit des relations non déployées spécifiquement en contexte électoral – à l’image des groupes d’appartenance (familles, amis, etc.). Cette recherche souligne alors d’importantes inégalités dans la fabrique des goûts électoraux, aussi bien du point de vue des dispositions que des intermédiations. C’est dans leur articulation que se dessinent, pour chaque scrutin et au regard de l’offre disponible, *des espaces des possibles électoraux socialement différenciés* permettant de rendre compte de la grande variabilité des pratiques.

En l’absence d’encadrement politique, les votes des classes populaires du secteur ségrégué apparaissent particulièrement dispersés et s’articulent à des luttes de classements internes à ces milieux qui prennent appui sur des marqueurs ethno-raciaux particulièrement structurants dans le quartier. Par contraste, les dispositions politiques des habitants des classes moyennes et supérieures présentent une relative inertie alors même que les campagnes électorales sont beaucoup plus intenses dans le secteur bourgeois en 2017. Les variations des prises de position électorales dans ces milieux reflètent alors des affinités sociales et des appartenances à diverses fractions de classes. Néanmoins, celles-ci apparaissent convergentes sous le rapport de la défense de l’ordre politique et de leurs positions sociales dominantes.

#### **Encadré 1 : L’enquête collective**

L’enquête menée entre 2016 et 2018 croise divers matériaux qualitatifs et quantitatifs. À partir de l’automne 2016, nous<sup>11</sup> avons suivi une cinquantaine d’habitants des deux quartiers contrastés correspondant aux deux bureaux. Nous avons mené des entretiens approfondis (à composante biographique, généralement individuels mais quelques-uns en couple ou entre amis) et répétés (entre 2 et 4 vagues d’entretiens) pendant plus de 18 mois, avant, pendant et après la séquence électorale de 2017 (présidentielle et législatives), en prenant soin de diversifier les appartenances des enquêtés. La recherche a été présentée comme portant sur le quartier, l’école et les services publics (et non sur les élections). Son caractère collectif a

<sup>9</sup> Le 18<sup>ème</sup> arrondissement parisien est dirigé par le Parti Socialiste (PS) depuis 1995. En 2017, le candidat PS à la présidentielle (B. Hamon) recueille 13,3% des voix dans l’arrondissement contre 6,3% à l’échelle nationale. Au premier tour, E. Macron obtient 33,8%, J.L. Mélenchon 28,3%, F. Fillon 14,5% et M. Le Pen 5,5% pour une abstention de 18,6%. Au second, E. Macron l’emporte avec 90,5% des exprimés et seulement 9,5% pour M. Le Pen (contre 33,9% nationalement), confirmant la sous-représentation locale du Front National (FN). Aux élections législatives, le PS a perdu ses trois sièges et P.Y. Bournazel (Les Républicains, LR), S. Guerini (En Marche, EM) et D. Obono (France Insoumise, FI) ont été élus.

<sup>10</sup> Par exemple Jacques Lagroye, Patrick Lehingue, Frédéric Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales*, Paris, PUF, Paris, 2005.

<sup>11</sup> Nous remercions M. Billela, R. Challier, B. Coulmont, J. Fretel et G. Petit pour leur participation à l’enquête, qui comprend des investigations auprès de militants et d’acteurs politiques.

permis de suivre synchroniquement des groupes contrastés localisés sur le même territoire, alors qu'il est plus compliqué pour un chercheur seul de circuler dans des milieux sociaux inégaux au sein de la même localité. Cela a permis d'inclure dans l'analyse les points de vue de groupes socialement dominants et d'autres moins dotés et minorisés<sup>12</sup>. Au bénéfice de la présence résidentielle de plusieurs chercheurs, ces entretiens ont été complétés par des observations dans l'espace local, à la fois d'activités routinières (sorties d'école, marchés, parcs, etc.) et de moments liés aux campagnes électorales de 2017 (tractage, réunions publiques, etc.). Amorcé hors période électorale et poursuivi plusieurs mois après, ce suivi a permis d'appréhender des tranches de vie quotidienne, les rapports sociaux dans l'espace local et les usages du territoire pour mieux restituer les rapports au politique et aux élections de 2017 dans la dynamique des trajectoires et des appartenances. Un questionnaire « sortie des urnes » a aussi été administré dans les deux bureaux lors du second tour de la présidentielle (n=805)<sup>13</sup>. En dépit de leurs limites<sup>14</sup>, ces questionnaires apportent des compléments sur la structuration du territoire étudié (par 16 questions sur les propriétés sociales, lieux de naissance, sexes, pratiques religieuses, etc.) et ils permettent de circonscrire la validité de processus observés qualitativement (à travers 22 questions sur les pratiques politiques et les rapports à l'élection)<sup>15</sup>.

### **Encadré 2 : Les deux bureaux de vote**

Le premier bureau se situe au nord, dans un quartier populaire ségrégué (que l'on nomme Nerval), tandis que le second est central dans l'arrondissement et désormais largement gentrifié (surnommé Montcalm). Les prix de l'immobilier donnent un aperçu des inégalités économiques et sociales des deux bureaux. Dans le premier, les appartements ne sont pas accessibles à la propriété, l'habitat est constitué à 98% de logements sociaux. Les logements les plus proches sont proposés à la vente en 2017 autour de 5 500/6 000 euros le mètre carré. Plus au sud en direction du centre de l'arrondissement, près du deuxième bureau, les prix affichés se situent entre 9 500 et 11 500 euros le mètre carré. Ici, le logement social ne concerne que 6,9% des habitants et 31,4% des ménages sont propriétaires. Composée de 50,2% de cadres et professions intellectuelles supérieures, la population y est largement diplômée du supérieur (60,7%) contre seulement 14 % autour du premier bureau à Nerval<sup>16</sup>. Pour celui-ci, 67,5 % de la population active est composée d'ouvriers (21,5%) ou d'employés (46%), contre seulement 5,3 % de cadres, avec un taux de chômage de 26%. Enfin, les immigrés au sens de l'INSEE représentent 41,5 % des habitants dans la partie populaire (dont 23% d'étrangers)<sup>17</sup>, contre 18 % à Montcalm (dont 12% d'étrangers).

<sup>12</sup> La prise en compte des points de vue des groupes minorisés est rare dans les travaux sur les quartiers gentrifiés, voir cependant : Matthieu Giroud, *Résister en habitant*, Thèse de Géographie, Université de Poitiers, 2007.

<sup>13</sup> La passation des questionnaires, par des chercheurs et des étudiants ne participant pas aux investigations qualitatives afin de limiter les effets sur les relations d'enquête suivies, est similaire à celle analysée dans Lorenzo Barrault-Stella, Nazli Nozarian « La mobilisation d'étudiants dans une enquête autour de bureaux de vote », *Pôle Sud*, n°44, 2016, p.21-34.

<sup>14</sup> Le taux de réponse oscille entre 33% (dans le secteur populaire) et 37% (dans le bureau bourgeois). Les répondants apparaissant relativement politisés, avec une sur-représentation de ceux nés en France, de ceux se déclarant de gauche et une sous-représentation des électeurs du FN : Baptiste Coulmont, « Le cens trouvé », <https://alcov.hypotheses.org/74>.

<sup>15</sup> Principalement par le biais de tris croisés, la faiblesse relative des effectifs rend mal aisées des analyses multivariées.

<sup>16</sup> Les découpages électoraux et du recensement se superposant imparfaitement, chaque bureau de vote a été rapporté aux données INSEE par IRIS le plus ajusté.

<sup>17</sup> Auxquels il faut ajouter diverses populations plus précaires non recensées (sans-papiers, Roms, réfugiés, etc.).

## **Dispersion politique des milieux populaires**

Les campagnes ont fait l'objet de nombreux travaux relativisant ou soulignant leur rôle sur l'orientation des électeurs<sup>18</sup>. Au-delà de la recherche d'effets sur le vote<sup>19</sup>, notre enquête rappelle que ces conjonctures constituent des moments où la politique s'invite dans le quotidien des individus, qui sont confrontés à des injonctions à la participation et à des tentatives d'encadrements partisans. Cette « haute intensité »<sup>20</sup> connaît d'importantes variations selon les milieux sociaux du 18<sup>ème</sup> arrondissement. Les campagnes électorales à Nerval en 2017 se caractérisent par une faible intensité par rapport à ce qui s'observe dans les quartiers bourgeois comme Montcalm. Lors du premier tour de la présidentielle, on y enregistre une plus forte abstention (32,1% contre 14,4% à Montcalm et 22,2% nationalement), un soutien plus important aux partis de gauche (41,5% pour J.L. Mélenchon contre 26 % ; 13 % pour B. Hamon contre 9,8%) ainsi qu'à M. Le Pen (13,7% contre 4,2%), mais aussi un moindre soutien à E. Macron (21,2% contre 33,3%). Les classes populaires sont sans surprise moins mobilisées par l'élection que les autres groupes. Surtout, parmi celles participant aux scrutins, c'est du côté des groupes d'appartenance et des rapports sociaux de classe et de race que se trouvent les logiques de la dispersion de leurs goûts électoraux<sup>21</sup>.

**Photo 1 : Les ensembles d'habitat social à l'entrée sud du quartier populaire Nerval (septembre 2016)**

---

<sup>18</sup> Clément Desrumaux, Rémi Lefebvre, « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix*, vol. 113, n° 1, 2016, p.5-16.

<sup>19</sup> À l'instar des analyses des campagnes décentrées de leurs effets électoraux qui rappellent que s'y jouent davantage des rétributions internes aux entreprises politiques : Romain Belkacem, Julien Talpin, « Frapper aux portes pour gagner les élections ? », *Politix*, vol. 105, n°1, 2014, p.185-211.

<sup>20</sup> Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007.

<sup>21</sup> Pour un panorama national des votes populaires de 1965 à 2002 : Florent Gougou, « L'éclatement du vote populaire (1965-2002) », in *Atlas électoral 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p.82- 86.



## **Faiblesse de l'encadrement militant et force des informations médiatiques ?**

### *L'abandon partisan des classes populaires*

Lors des élections de 2017, les classes populaires de Nerval ne sont quasiment pas encadrées politiquement. Il n'y a guère que des partis comme la France Insoumise (FI), voire dans une moindre mesure le PS et LR lors des législatives, qui restent relativement présents, par exemple en organisant durant les quinze jours précédant les scrutins quelques tracts près des transports ou au marché. S'il y réalise des scores plutôt élevés localement, le Front National (FN) est complètement absent dans le quartier avant, pendant et après la période électorale. Les questionnaires indiquent qu'une petite minorité des répondants (10,7%) a été approchée par des militants, ce qui n'est pas propre au quartier populaire mais se retrouve aussi dans la partie bourgeoise malgré un écart de près de 4 points (14,2%). Les organisations politiques investissent peu ce secteur populaire. Si le Parti Socialiste (PS) tient la municipalité d'arrondissement depuis 1995, la section locale est très divisée en 2017 en raison du départ pour En Marche (EM) d'une partie des militants et de refus de faire campagne pour B. Hamon. Au FN, la section compte moins de dix militants, plutôt âgés. Dans le quartier populaire, aucune réunion publique n'est organisée en 2017. Les partis concentrent leurs mobilisations dans la partie bourgeoise, particulièrement durant la présidentielle. Les scrutins législatifs ont donné lieu à des investissements partisans un peu plus élevés. Quelques



tractages à Nerval sont notamment effectués par la FI près du métro, même si d'autres candidats déclarent a posteriori avoir été présents « un peu partout » (candidat Les Rrépublicains, octobre 2017). Plus nombreuses lors des législatives, les mobilisations des candidats se déroulent surtout auprès de publics bourgeois et blancs du centre de l'arrondissement. Seul un candidat du Parti Communiste (PC) indique avoir privilégié dans sa campagne des modalités spécifiquement orientées vers les classes populaires par des réunions d'appartements où sont évoqués des enjeux « du quartier et des problèmes de l'immeuble ». Au-delà, notre enquête confirme l'affaiblissement du travail d'encadrement des classes populaires par les organisations partisans<sup>22</sup>, y compris les plus spécialisées historiquement dans cette activité<sup>23</sup>.

**Photo 2 : Le marché du quartier Nerval quelques jours avant la présidentielle de 2017**



*La relative intensité médiatique en milieux populaires*

Mais l'intensité de la conjoncture électorale ne se réduit pas aux investissements partisans : à Nerval comme dans d'autres quartiers populaires, les principaux relais de

---

<sup>22</sup> On n'observe pas à Nerval en 2017 « d'ethnisation de la stratégie électorale » contrairement au cas de Roubaix lors des municipales de 2014 : Julien Talpin, « Le clientélisme en campagne », in Sandrine Lévêque, Anne-France Taiclet (dir.), *A la conquête des villes*, Lille, Septentrion, 2018, p.212.

<sup>23</sup> Julian Mischi, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Paris, Agone. 2014.



l'effervescence électorale sont les médias. En la matière, les questionnaires donnent à voir un important différentiel d'exposition aux médias durant les semaines précédant la présidentielle de 2017 :

**Tableau 1 : Part des enquêtés qui déclarent « ne pas du tout consulter les médias pour s'informer » sur l'élection présidentielle de 2017**

Types de média	Quartier Nerval (n=243)	Quartier Montcalm (n= 522)
Internet	38,3% (n=93)	15,7 % <sup>24</sup> (n=82)
Journaux	50,2% (n=122)	21,8% (n=114)
Radio	56,8% (n=138)	23,2 % (n=121)
Télévision	19,8% (n=48)	19 % (n=99)

Les enquêtés qui déclarent « ne pas du tout consulter les médias pour s'informer » sont plus nombreux dans les classes populaires. D'une part, les électeurs de ces milieux sont moins nombreux à consulter différents médias<sup>25</sup>. D'autre part, la télévision semble le média le moins discriminant socialement, même si les matériaux qualitatifs suggèrent BFM TV est beaucoup plus largement regardée à Nerval<sup>26</sup>. Surtout, ce sont les modalités de réception des informations qui sont structurantes : l'enquête confirme en la matière le poids des groupes d'appartenance, car les informations politiques véhiculées par les médias sont toujours interprétées collectivement. On ne peut alors comprendre la dispersion des soutiens électoraux des classes populaires qu'en la mettant en relation avec les rapports sociaux, notamment entre leurs différentes fractions<sup>27</sup>.

### **Photo 3 : Un des immeubles HLM au Nord du quartier Nerval (juin 2017)**

<sup>24</sup> Lire 15,7% des répondants du quartier Montcalm déclarent ne pas du tout consulter Internet pour s'informer sur l'élection présidentielle de 2017. Il s'agit de statistiques descriptives.

<sup>25</sup> Ils lisent moins la presse générale et politique : Isabelle Charpentier, « Une pratique rare et sélective : la lecture de la presse d'information générale et politique », in *La presse écrite, un objet délaissé*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 315-335.

<sup>26</sup> Sur la différenciation sociale des consommations de programmes télévisuels : Brigitte Le Grignou, Erik Neveu, *Sociologie de la télévision*, Paris, La Découverte, 2017.

<sup>27</sup> Jan Rupp, « Les classes populaires dans un espace social à deux dimensions », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°109, 1995, p.93-98.



### **Intermédiations symboliques et poids des appartenances**

À Nerval, les principes de différenciation entre les groupes ont trait à la fois à la stabilité de la position socio-économique<sup>28</sup> et aux appartenances ethno-raciales. Les frontières floues entre les groupes se cristallisent autour de marqueurs comme la couleur de la peau, les origines perçues et la religion<sup>29</sup>. Les catégories d'identification (assignées comme auto-déclarées) sont largement ethno-raciales et partagées dans l'espace local : « les Français » ou « Babtous »<sup>30</sup>, « les Arabes », « les Noirs », « les Roms », « les Syriens »<sup>31</sup>. Parmi les marqueurs dessinant les contours incertains des groupes ethno-raciaux, les orientations religieuses et le clivage chrétiens/musulmans constituent des éléments importants. Mais ces identifications religieuses se superposent imparfaitement à celles liées à la couleur de la peau, notamment car à Nerval certains Noirs sont chrétiens et d'autres musulmans<sup>32</sup>. Au-delà de ce flou structurel, les sociabilités et les rapports entre les groupes ethno-raciaux apparaissent

---

<sup>28</sup> Voir Olivier Schwartz, *La notion de classes populaires*, Habilitation à diriger des recherches en Sociologie, Université de Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998.

<sup>29</sup> Les identifications religieuses sont un élément parmi d'autres de la définition des groupes ethno-raciaux et il n'apparaît pas possible empiriquement d'autonomiser l'ethno-racial du religieux : Michele Lamont, Virag Molnar, « The studies of boundaries in the social sciences », *Annual Review of Sociology*, vol.28, 2002, p.167-195.

<sup>30</sup> Qui renvoient aux blancs non Roms.

<sup>31</sup> Notamment des réfugiés récemment arrivés.

<sup>32</sup> On sait que l'objectivation des catégories ethno-raciales est « toujours imparfaite » : Mirna Safi, *Les inégalités ethno-raciales*, *op.cit.*, p.22.

particulièrement conflictuels<sup>33</sup>, comme l'illustre la fête de l'école de 2017. Cela a des effets sur les usages du quartier : le centre social est quasi-exclusivement fréquenté par des familles maghrébines<sup>34</sup> ; les zones du parc sont inégalement utilisées par les familles selon la couleur de peau ; les parents élus à l'école sont principalement des mères maghrébines. C'est dans ce contexte que l'élection de 2017 et l'offre politique prennent sens dans ces milieux. À tel point que l'intermédiation la plus structurante en matière électorale se situe dans les rapports sociaux entre les groupes en présence, donc aussi dans leurs positions relatives au sein des classes populaires locales. À la fois symboliques et pratiques, ces médiations électorales prennent appui sur les sociabilités des différents groupes ethno-raciaux, alors que des intermédiations instituées mais n'émanant pas du champ politique (à l'instar d'associations à fondements ethniques ou religieux par exemple) ne sont pas observables à Nerval lors des élections de 2017<sup>35</sup>.

#### **Photo 4 : La sortie de l'école du quartier populaire (novembre 2016)**

---

<sup>33</sup> On ne prétend pas que de telles relations conflictuelles soient généralisables à tous les quartiers populaires : voir Patrick Simon, « La société partagée », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°98, 1995, p.161-190. Des travaux font état de situations comparables aux États-Unis où, dans des contextes de forte ségrégation, peuvent apparaître des conflits ethno-raciaux structurants : William J. Wilson, Richard Taub, *There goes the neighborhood*, New York, Alfred Knoff, 2007 ; Andrew Diamond, *Mean Streets*, University of California Press, 2009. Sur les débats autour du « communautarisme » : Marwan Mohammed, Julien Talpin (dir.), *Communautarisme ?*, Paris, PUF, 2018.

<sup>34</sup> Un père noir et chrétien répond lors de la proposition d'un entretien en son sein : « c'est pour les Arabes là-bas ».

<sup>35</sup> Une telle situation fait écho au bon score de la liste Euro Palestine lors du scrutin européen de 2004 dans une cité populaire en l'absence de tout relais ou « structures d'encadrement à vocation communautaire » : Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, *op.cit.*, 20047, p.174-175. Cela n'exclut pas que des organisations instituées mais non labélisées comme politique puissent constituer des relais de l'offre électorale comme cela a été observé à l'occasion de scrutins municipaux (lors desquels on peut faire l'hypothèse que ce type de médiation soit plus répandu) : David Gouard, « Conflictualité sociale et devenir de la politisation dans l'ancienne banlieue rouge », in François Buton, Nicolas Mariot, Patrick Lehingue, Sabine Rozier (dir.), *L'ordinaire du politique*, Lille, Septentrion, 2016, p.47-64 ; Samir Hadj Belgacem, « Faire campagne pour la droite dans les cités », in Sandrine Lévêque, Anne-France Taiclet (dir.), *A la conquête des villes*, Lille, Septentrion, 2018, p.47-64.



### *La politisation par l'expérience des discriminations*

Le suivi d'une vingtaine de parents de Nerval – majoritairement des mères<sup>36</sup> – donne à voir les processus de formation et d'entretien collectif des goûts politiques, comme le montre le cas de Fatoumata. Âgée de 40 ans, française d'origine malienne, noire et musulmane, elle vit depuis plus de dix ans dans un HLM du quartier avec son mari (électricien, noir) et ses quatre enfants. Elle a grandi à Aubervilliers avec ses parents (père tirailleur dans l'armée française en Indochine, mère au foyer) et a arrêté ses études au lycée professionnel à 17 ans. Elle fait état en amont des élections d'une sensibilité aigüe aux discriminations « contre les Noirs, les musulmans », enjeu qu'elle articule – hors de toute question – à l'offre politique : elle se dit opposée au FN, mais aussi à la droite (LR) qu'elle qualifie de « raciste des fois ». Se déclarant de gauche, elle votait régulièrement pour le PS, comme aux deux tours de la présidentielle de 2012 et aux municipales de 2014. En 2017 et comme d'autres habitants du quartier d'origines maghrébines et sensibles aux enjeux de discrimination<sup>37</sup>, ses préférences s'orientent vers J.L. Mélenchon au fil de la campagne. Elle indique avoir vu peu de militants, seulement quelques-uns de la FI, à qui elle aurait parlé « pour voir s'ils étaient racistes ». De

<sup>36</sup> Du fait de l'entrée empirique par l'école et du taux élevé de familles monoparentales dans le quartier (48% contre 22,3% à l'échelle nationale).

<sup>37</sup> Déclinaison des processus de politisation liés aux expériences sociales : Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisation des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2, 2002, p.145-178.

telles discussions, très rares chez les enquêtés populaires<sup>38</sup>, semblent avoir conforté son intérêt pour le candidat FI, sans qu'il ne soit possible d'évoquer un effet propre dans la construction de son vote (aussi bien au premier tour de la présidentielle qu'à celui des législatives de 2017). Alors que les autres enquêtés du quartier déclarent ne pas avoir vu de militants, le cas de Fatoumata rappelle que le travail de campagne a d'autant plus de chances de produire des effets électoraux qu'il atteint des individus disposés à ne pas se tenir à distance de ce type de médiations et à s'intéresser à certains enjeux construits politiquement (à l'instar des discriminations).

Fatoumata regarde par ailleurs BFM TV ainsi que le journal télévisé de France 2 durant la campagne présidentielle. Elle s'informe aussi en naviguant sur Facebook et consulte Yahoo Infos. Femme au foyer, elle est bien plus exposée aux médias que son conjoint qui travaille beaucoup. Lors de discussions en famille, elle relaie l'actualité auprès de son mari, qu'elle convainc largement sur le plan électoral. Au-delà du foyer, Fatoumata constitue aussi une intermédiaire politique dans le quartier où elle est fortement insérée, notamment auprès d'autres mères originaires d'Afrique sub-saharienne et musulmanes comme elle. Elle est surnommée « Madame le maire » du fait de sa sociabilité et de sa posture prosélyte en 2017 en faveur de J.L. Mélenchon. Lors d'un échange au parc la semaine précédant la présidentielle (auquel un enquêteur assiste, sa présence ayant peut-être favorisée l'objet de la discussion), Fatoumata raconte à Dienaba (caissière d'origine sénégalaise et musulmane) et à trois autres mères aux propriétés sociales proches :

Fatoumata : On a zappé sur Marine Le Pen hier soir à la télé avec Abdou [son mari]. C'est tellement une actrice, elle fait genre elle est pas raciste, ça fait flipper. Mais tu la grilles à des kilomètres. Après, y'avait un gars qui est avec Mélenchon, il disait bien comme quoi elle voulait virer les étrangers, les migrants, tout ça. Franchement, j'en entends pas beaucoup qui le disent cash [...] Faut pas chercher sérieux, on vote Mélenchon. Faut voter Mélenchon, c'est le seul. Je sais pas s'il peut gagner mais au moins il se tape [bat].

Dienaba : Je sais, je sais, tu le dis tout le temps. T'inquiète.

Une autre mère noire, portant un voile : Non mais Fatou, on va le faire, tout le monde va le faire. Après crois pas que notre vie elle va changer, t'es noire et tu portes le foulard, t'attends à rien.

Fatoumata : Ouais, c'est pas la question... me prends pas pour une teubée.

---

<sup>38</sup> Violaine Girard souligne aussi le faible intérêt pour les campagnes dans les classes populaires péri-urbaines : *Le vote FN au village*, Vulaines-sur-Seine, Croquant, 2017, p.233-235.

Ce type de relai informel du candidat prend appui sur le sentiment de discrimination<sup>39</sup> éprouvé par Fatoumata et ses proches : « le racisme c'est tous les jours, on le sait tous ici et y'a trop de gens qui ont la haine de l'islam depuis les attentats (...). Mélenchon, c'est le seul qui en parle et qui veut faire quelque chose ». Ce type de discours n'est prononcé que dans l'entre soi des discussions entre proches (essentiellement des membres de la famille et des amis) appartenant aux mêmes groupes ethno-raciaux. Ces propos n'ont pas vocation à être énoncés à d'autres habitants du quartier aux propriétés différentes, qu'il s'agisse de Blancs, de chrétiens ou encore de Roms avec qui les échanges, a fortiori politiques, sont beaucoup moins fréquents.

D'autres enquêtés indiquent que le cas de Fatoumata n'est pas isolé et que les discussions dans le cadre des groupes ethno-raciaux concourent largement au relais d'une certaine interprétation de l'offre électorale. Cela ne se réduit d'ailleurs pas aux femmes du quartier, comme le montrent les propos des enquêtées quant aux sociabilités de leur conjoint, ou encore les quelques hommes parmi les enquêtés. Agé de 54 ans, né en Algérie et kabyle, ancien ouvrier aujourd'hui handicapé, Abdelmalik raconte par exemple à une mère d'origine maghrébine lors d'une discussion devant l'école en mars 2017 : « Tout le monde fait des différences selon qui tu es, des Blancs, des Noirs, des Arabes, des jaunes, des Kabyles, des riches, des pauvres, tout ça. Tu sais, c'est ça qui fait que tu vas avoir un travail, une voiture, un appartement, même une place dans le métro... Après on peut voter pour lui ou pour lui, ils sont pas tous racistes ». Aussi, on ne s'étonnera pas qu'au premier tour de la présidentielle J.L. Mélenchon obtienne 41,5% dans ce secteur populaire (contre 19,5% à l'échelle nationale) et que 24% des électeurs déclarés de J.L. Mélenchon se soient aussi dits musulmans<sup>40</sup>. Le poids en matière politique de la différenciation ethno- raciale des relations sociales dans le quartier se retrouve, à des degrés divers, chez tous les enquêtés. Les réponses quant aux orientations électorales des proches dans les questionnaires indiquent que l'homogénéité politique des groupes familiaux et amicaux est forte à Nerval : seuls 8,6% déclarent que leur conjoint ne vote « pas du tout » comme eux, et 4,9% concernant les amis. Entretien sur la base de la similarité et de la conformation, ces sociabilités semblent particulièrement exclusives du fait, on l'a dit, de tensions dans ce quartier entre groupes ethno-raciaux. Fatoumata raconte : « mes potes c'est des Noirs et des musulmans ».

---

<sup>39</sup> Dans le même sens : Patrick Simon, Vincent Tiberj, « La fabrique du citoyen : origines et rapport au politique en France », in *Trajectoires et origines*, Document de travail n°175, 2012.

<sup>40</sup> On connaît de longue date l'inclinaison à gauche des jeunes issus de l'immigration maghrébine dans les quartiers populaires : Anne Muxel, « Les attitudes sociopolitiques des jeunes issus de l'immigration maghrébine en région parisienne », *Revue française de science politique*, vol. 38, n°6, 1988, p.925-940.



« Islamisation » du quartier, distinction sociale et radicalisation à droite

Ces rapports conflictuels entre fractions des classes populaires induisent des visions du monde contrastées<sup>41</sup> et trouvent, dans chacun des groupes, des prolongements politiques. Ce qui explique la dispersion des votes populaires en 2017 comme l'atteste, en miroir du cas de Fatoumata, celui d'Angela. Âgée de 42 ans, blanche, catholique pratiquante, installée à Nerval depuis sa naissance, elle élève seule ses quatre enfants suite à son divorce avec un ouvrier, noir d'origine antillaise, décrit comme alcoolique et violent. Issue de milieux populaires, ayant quitté le lycée sans diplôme, elle est aujourd'hui ATSEM<sup>42</sup> dans une école privée. Sa rupture conjugale a induit une dégradation de ses conditions d'existence ainsi qu'une sociabilité réduite avec d'autres mères du quartier qui l'auraient mise « de côté ». Elle décrit des femmes voilées musulmanes, « toujours plus nombreuses » et « ragotant » sur sa vie personnelle, comme les principales entrepreneuses de son isolement. Elle n'échange aujourd'hui qu'avec quelques mères blanches comme elle, parmi « celles n'ayant pas encore fui ». Elle fait un lien entre sa trajectoire de déclassement suite à sa séparation et ce qu'elle vit comme une dégradation du quartier décrit comme « pourri », « laissé à l'abandon » par les pouvoirs publics, marqué par une insécurité croissante et en proie à ce qu'elle nomme une « islamisation ». La pression, de la part des femmes voilées, à la conformité à certaines pratiques (par exemple vestimentaires), qu'elle nomme parfois des « fantômes », représenterait pour elle, une « menace » au même titre que les attentats de 2015<sup>43</sup>.

Longtemps située dans les fractions relativement supérieures – stabilisées économiquement et installées de longue date – des classes populaires du quartier, catholique et socialisée à droite, Angela a pour habitude de voter pour la droite (LR). Elle suit BFM TV sans y prêter d'attention et si elle lit les journaux gratuits dans le métro, il s'agit essentiellement des pages faits divers. En 2017, elle vote, sans surprise au regard de ses dispositions, pour F. Fillon au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle<sup>44</sup>. Mais elle se dit aussi tentée par M. Le Pen, évoquant « un affrontement » avec les familles musulmanes du quartier qui, par-delà leurs orientations religieuses, sont aussi moins anciennement établies et moins stables

---

<sup>41</sup> Voir les luttes entre juifs et italiens dans le Brooklyn des années 1970 : Jonathan Rieder, *Canarsie*, Cambridge, Harvard University Press, 1985.

<sup>42</sup> Agent territorial spécialisé des écoles maternelles.

<sup>43</sup> Sur ce type de matrice idéologique : Abdellali Hajat, Marwan Mohammed, *Islamophobie*, Paris, La Découverte, 2016. Sur l'articulation de considérations raciales et religieuses dans la structuration d'un imaginaire de la « menace » que représenteraient les musulmans : Juliette Galonnier, « Discrimination religieuse ou discrimination raciale ? », *Hommes et migrations*, n°1324, 2019, p.29-37.

<sup>44</sup> 46% des électeurs déclarant un vote F. Fillon lors de ce scrutin se disent aussi chrétiens dans les questionnaires.

économiquement. D'autres habitants, aux propriétés proches, désignent dans le même sens les familles maghrébines et musulmanes comme un « problème ». Nadine, 42 ans, mère élevant seule ses quatre enfants, en congé parental et en situation de déclassement suite à sa séparation, d'origine congolaise, noire et catholique, exprime quant à elle régulièrement une préférence pour M. Le Pen, tout comme Marie-Alice, 32 ans, noire, d'origine ivoirienne, évangéliste, en situation sociale plus stable, toutes deux soucieuses de se distinguer « des [autres] Noirs et des Arabes ». Elles désignent ainsi des familles connaissant davantage de difficultés sociales, décrites comme des « assistées », et auxquelles ces enquêtées ne veulent pas être assimilées<sup>45</sup>. Tout comme Nadine, Angela ou Marie-Alice se distinguent de Fatoumata ou d'autres familles, ces dernières se distinguent à leur tour de ceux qui se situent socialement « en-dessous » d'elles, sous le rapport d'une plus grande précarité ou encore de leur « bêtise » (variante vernaculaire de ce que l'on pourrait nommer un capital culturel), désignant les Roms comme ultime figure repoussoir, « des saletés de plus dans le quartier » dont il faudrait se prémunir<sup>46</sup>. On saisit alors pourquoi Marie-Alice affirme avec rejet que « Mélenchon, c'est un vote d'Arabe ». Ces processus de distinction et de mise à distance au sein des milieux populaires, entre groupes ethno-raciaux clivés sur le plan religieux<sup>47</sup> et inégalement stables économiquement, contribuent à expliquer le score relativement élevé localement (13,7%, contre 5,5% à l'échelle de l'arrondissement) que réalise M. Le Pen dans ce bureau lors du premier tour de la présidentielle de 2017.

Dès lors que sans être complètement absentes, les identifications de classe apparaissent secondaires à Nerval<sup>48</sup>, tout se passe comme si les rapports sociaux conflictuels

---

<sup>45</sup> Certains de ces cas rappellent l'inclinaison à droite d'immigrés des classes populaires en déclassement soucieux de mettre à distance de « mauvais immigrés » : Raphael Challier, « S'engager « du côté des gens biens » », *Politix*, n°122, 2018, p.33-56.

<sup>46</sup> Mary Douglas, *De la souillure*, Paris, La Découverte, 2001 [1967].

<sup>47</sup> La sociologie électorale a pointé de longue date l'articulation appartenances religieuses et votes, particulièrement dans le cas du catholicisme. Voir récemment : Guy Michelat, Claude Dargent. « Système symbolique catholique et comportements électoraux », *Revue française de science politique*, vol. 65, n°1, 2015, p.27-60.

<sup>48</sup> L'altération des statuts professionnels et leur complexification dans les classes populaires (multiplication des types de contrats, succession et cumul d'employeurs, variabilité des revenus, etc.) rend plus difficile et incertaine l'identification socio-économique entre les habitants du quartier, ce qui renforce le poids de marqueurs ethno-raciaux dans les relations quotidiennes. La forte prégnance de ces identifications ethno-raciale n'évacue cependant pas tout sentiment d'appartenance de classe, notamment une forme de « conscience sociale triangulaire » : Olivier, Schwartz 2006, « Hauts, bas, fragiles. Sociologies du populaire », *Vacarmes*, <http://www.vacarme.org/article1118.html>. Outre le rejet de populations plus précaires, cela conduit certains enquêtés à considérer les groupes du secteur gentrifié comme des « *pétés de tunes* » ou encore des « *blancs riches* », articulant des éléments d'identification ethno-raciaux et liés à la richesse économique. Sur la double conscience de classe et de race : Anne Lambert, "*Tous propriétaires !*". *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil, 2015, p.229-266.

entre groupes ethno-raciaux, incarnant différentes fractions des milieux populaires locaux, renforçaient le poids des appartenances symboliques dans les processus de construction de soi et de distinction par rapport ou même contre les autres. Aussi, la politique constitue un terrain de luttes parmi d'autres au sein des classes populaires. La principale intermédiation entre l'offre électorale et les pratiques de vote relève en ce sens des groupes d'appartenance, ici fondées sur des identifications indissociablement liées à la couleur de la peau et aux orientations religieuses. Ces médiations sont symboliques, fonctionnant à travers les manières par lesquelles les habitants se pensent et se représentent les autres, mais aussi pratiques au sens où les normes de chaque groupe sont entretenues et actualisées dans le cadre des relations de sociabilité. Cela conduit à observer dans ce quartier en 2017 une structuration des pratiques de vote sur la base d'identifications ethno-raciales et religieuses. On se gardera néanmoins d'essentialiser de tels processus en évoquant un « vote ethnique »<sup>49</sup> ou de les considérer de portée générale en France ou même dans tous les quartiers populaires ségrégués. Mieux vaut évoquer un « effet de quartier » sur les comportements électoraux si l'on précise que le territoire n'est opérant que par le biais des rapports sociaux perceptibles – et perçus – sur la scène résidentielle. On sait que « la ségrégation urbaine agit sur les modes de vie, la culture et les modes de socialisation »<sup>50</sup>. Cette recherche suggère en effet que la socialisation résidentielle peut avoir des dimensions politiques en prenant appui sur des rapports conflictuels entre groupes ethno-raciaux coprésents dans l'espace local, et présentant des configurations de propriétés (couleurs de la peau, origines géographiques perçues, appartenances religieuses, statuts d'emplois et position socio-économique) contrastées. De tels processus rendent plus généralement intelligibles la dispersion politique des classes populaires contemporaines et le caractère relativement imprévisible de leurs orientations électorales pour les acteurs du champ politique qui, outre leur distance sociale croissante avec

---

<sup>49</sup> Pour une synthèse récente sur les liens entre appartenances ethno-raciales et comportements : Camille Hamidi et Antoine Jardin, « Vote et ethnicité », in Yves Deloye, Nonna Mayer, *Analyses électorales*, Bruxelles, Bruylant, Larcier, 2017, p.319-378. Ces questions sont traitées aux États-Unis de longue date (par exemple Raymond E. Wolfinger, « The Development and Persistence of Ethnic Voting », *American Political Science Review*, vol.59, n°4, 1965, p.896-908) mais ce n'est que récemment que la recherche française s'en est saisie (à l'instar de Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue française science politique*, vol.60, n°4, 2010, p.663-689). L'une des tentatives statistiques les plus récentes menée à l'occasion des élections de 2014 conclut que « l'analyse quantitative ne peut révéler comment le sentiment d'appartenance ethnique devient un référent d'interprétation du monde politique. Ce que révèle notre article appelle à la réalisation d'enquêtes qualitatives sur un sujet relativement peu exploré » : Julien Audemard, David Gouard, « La participation électorale au prisme de la variable ethnique », *Revue internationale de politique comparée*, vol.22, n°1, 2015, p.114.

<sup>50</sup> Marco Oberti, Edmond Préteceille, *La ségrégation urbaine*, Paris, La Découverte, 2016, p.87.

ces milieux<sup>51</sup>, ont délaissé leur travail d'encadrement. Si les acteurs du champ politique continuent d'exercer une contrainte forte sur les possibles électoraux par la définition de l'offre (qui reste l'un des fondements centraux de la domination politique), les usages populaires de cette offre et l'orientation des votes leur échappent aujourd'hui largement en l'absence d'intermédiaire politiquement institué. Cette moindre emprise du champ politique et de ses intermédiaires<sup>52</sup> sur les comportements électoraux est-elle pour autant propre aux milieux populaires ?

### **Affinités électorales des bourgeoisies**

Dans le quartier Montcalm, plus bourgeois et où les habitants sont très majoritairement blancs, on aurait pu s'attendre à ce que les médiations instituées émanant du champ politique et des partis jouent un rôle central<sup>53</sup>. Si le travail politique de mobilisation y apparaît plus intense, les comportements des électeurs des classes moyennes et supérieures, qui sont toujours plus participationnistes que ceux des quartiers populaires, n'en demeurent pas moins tributaires de leurs dispositions et de leurs sociabilités. Dans ces milieux aussi, plus que la campagne, les affinités sociales et les appartenances à différentes fractions de classe constituent des intermédiaires centraux de l'offre politique et tendent à structurer les votes.

### **Photo 5 : Des militants tractant au marché dans le quartier bourgeois (juin 2017)**

---

<sup>51</sup> Julien Bollaert, Etienne Ollion, Sébastien Michon, « Le temps des élites », *Revue française de science politique*, vol.68, n°5, 2018, p. 677-802 ; Patrick Lehingue, « Existe-il de nouvelles logiques du recrutement politique ? », in Lorenzo Barrault-Stella, Brigitte Gaiti, Patrick Lehingue (dir.), *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, PUR, 2019, p.17-34.

<sup>52</sup> Par rapport à d'autres périodes historiques : Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombès-en-Bauges, Croquant, 2009.

<sup>53</sup> La science politique a établi que les campagnes et les informations médiatiques avaient plus de chance de convaincre les électeurs politisés qui y sont davantage exposés : William Gamson, *Talking Politics*, Cambridge University Press, 1992.



### **Intensité des campagnes et inertie des dispositions politiques des classes moyennes-supérieures**

Les quartiers bourgeois du 18<sup>ème</sup> comme Montcalm sont la cible d'un travail électoral plus important. Les partis y sont bien implantés : c'est là qu'on a le plus de chances de rencontrer en 2017 des militants au marché et au métro, ou qui « boîtent » dans les immeubles. Ce sont surtout des membres du PS, de LR, d'EM et de la FI – pour l'essentiel blancs et aisés – qui sont les plus visibles, notamment les quatre dernières semaines avant la présidentielle et, encore davantage, les quinze jours précédant les législatives. Le débat de l'entre-deux tours des législatives, en présence de cinq candidats des trois circonscriptions du 18<sup>ème</sup>, se déroule dans cette partie de l'arrondissement, en présence d'un public bourgeois, blanc et essentiellement masculin, dont beaucoup de représentants associatifs. Ces investissements partisans plus intenses dans le secteur bourgeois ne signifient pas que les habitants, même politisés, y prêtent une grande attention, encore moins que cela influe sur leurs votes. Beaucoup d'enquêtés de Montcalm (85,6% des répondants) déclarent avoir peu vu les partis en campagne en 2017. Quant aux quelques-uns qui racontent avoir croisé des acteurs politiques, c'est en mettant immédiatement à distance cette rencontre. Au-delà de ces relais émanant du champ politique qui sont peu efficaces, d'autres formes instituées d'intermédiation sont observables dans ce quartier gentrifié. On sait en particulier que les

gentrificateurs prennent appui sur diverses structures collectives, notamment associatives, dans leur entreprise de façonnage du quartier<sup>54</sup>. Tel est le cas de de l'association artistique « Les ateliers Francoeur » suivie pendant l'enquête, créée en 2003 et qui revendique plus de 600 adhérents dans l'arrondissement. Si peu de prescriptions de vote ont pu y être observées en 2017, ce type d'associations constitue des espaces où, bien que l'on considère que les sujets politiques ne doivent pas être abordés<sup>55</sup>, des visions du monde et des normes politiques circulent : le rejet du FN comme évidence dans l'entre-deux-tours de la présidentielle dans les conversations entre les membres de l'association en est un exemple.

L'intensité électorale plus forte dans ce quartier gentrifié qu'à Nerval se donne par ailleurs à voir dans les rapports aux médias des habitants. Comme indiqué dans le tableau 1, les répondants au questionnaire du bureau bourgeois disent beaucoup plus souvent que individus de classes populaires s'informer en consultant différents médias (Internet, journaux, radio, etc.). De même, les individus les plus dotés suivis au cours de l'enquête font état de pratiques d'information et d'intérêt pour la campagne plus élevés, que ce soit lors des entretiens répétés ou de discussions plus informelles. Christophe, âgé de 42 ans, célibataire, diplômé d'un Master 2 en sciences humaines, propriétaire d'un commerce de bouche, en constitue un exemple. Il suit la vie politique dans les médias avec intérêt, dispose d'une information abondante sur la politique nationale aussi bien que locale. La séquence électorale de 2017 constitue pour lui un moment d'exposition encore plus forte aux informations. Mais les effets électoraux de cette attention politique n'ont rien d'automatique. Lors d'une discussion sur les candidats aux législatives, il affirme : « dans un commerce vous avez plus de chances de les voir, c'est le circuit ! Enfin, quand il y a des élections parce que sinon, il faut le savoir qu'il y a des élus... Bon voilà, ils font leur tournée des popotes, ils ont rien de spécial à dire, c'est le folklore obligé ». Électeur du PS depuis toujours, il a décidé de voter pour E. Macron dès janvier 2017 et la victoire de B. Hamon à la primaire socialiste (à laquelle il a participé en faveur de M. Valls). Au premier tour des législatives, il a « quand même voté PS, même s'ils m'énervent, dans le 18ème en particulier », avant d'être pris d'hésitation pour le second face à deux adversaires (l'une membre du PS, l'autre de LR) qui se réclamaient tous deux du Président fraîchement élu [cf. photo 6], que Christophe souhaitait soutenir : « J'ai été tenté de voter Bournazel [LR]... Et puis quand même, j'ai bien regardé son tract, et il mettait

---

<sup>54</sup> Sylvie Tissot, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir, 2011 ; Anaïs Collet, *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, Paris, La Découverte, 2015.

<sup>55</sup> De manière similaire aux évitements du politique décrits par Nina Eliasoph, *Avoiding politics*, Cambridge University Press, 1998.



en avant qu'il avait travaillé avec Péresse, à la Région... certes elle fait des économies, mais en coupant dans le culturel, l'associatif ! Donc voilà, il était très marqué LR... moi je voulais voter En Marche, pas à droite ! ». Ainsi, ses dispositions politiques, informées, au centre gauche, apparaissent fortement structurées : son exposition aux médiations électorales instituées que constituent le travail partisan et les informations médiatiques n'orientent guère ses pratiques de vote, ni lors de la présidentielle (E. Macron aux deux tours) ni lors des scrutins législatifs (PS aux deux tours).

**Photo 6 : Bulletins de vote des deux candidats au second tour l'élection législative de 2017**



Le suivi d'autres habitants du secteur bourgeois, blancs, bien dotés culturellement et intéressés par les élections, suggère également que leurs dispositions politiques sont structurées et peu sujettes à transformations au moment des campagnes. On observe chez ces enquêtés des classes moyennes et supérieures une forme d'inertie des dispositions politiques. Suivre intensivement l'actualité et la campagne électorale constitue pour eux une pratique culturelle parmi d'autres, qui devient ritualisée lors de scrutins comme la présidentielle, et qui se déroule souvent sur un mode ludique. Plusieurs enquêtés racontent par exemple avoir fait avec des proches le test proposé par Le Monde.fr pour établir leur « proximité » avec les

programmes présidentiels. L'inertie relative des dispositions politiques dans ces milieux n'exclut ni les hésitations, ni les petites mobilités de choix<sup>56</sup> (par exemple entre B. Hamon et J.L. Mélenchon), mais celles-ci sont davantage explicables à l'aune des appartenances sociales et des affinités qu'au prisme des médiations instituées de la campagne.

### **Des votes de (fractions de) classe ?**

Lors du premier tour de la présidentielle de 2017, E. Macron réalise dans le quartier Montcalm un score élevé de 33,4% (contre 24,1% au niveau national) ; les principaux candidats de la gauche obtiennent également davantage avec 26% pour J.L. Mélenchon (19,6% nationalement) et 9,9% pour B. Hamon (6,3% au niveau national) ; le candidat de la droite récolte légèrement moins (19,1%) que la moyenne nationale (20%) ; et M. Le Pen est largement sous-représentée avec seulement 4,1% (21,3% au niveau national) comme plus largement à Paris<sup>57</sup>. Si le quartier, comme d'autres secteurs désormais gentrifiés, penche à gauche, la distribution des préférences comme les logiques de production des votes ne sont explicables qu'au prisme des appartenances à différentes fractions des classes moyennes et supérieures. Les processus d'intermédiation politique prenant appui sur les groupes primaires sont relativement similaires à ceux observables dans les classes populaires, à ceci près que ces milieux favorisés discutent davantage de l'élection<sup>58</sup> et sont davantage mobilisés pour la défense de leurs intérêts sociaux.

### *Les variations politiques maîtrisées des différentes fractions de la bourgeoisie*

Plus on progresse vers l'ouest et le sud du 18<sup>ème</sup>, plus le processus de gentrification est avancé. Les trajectoires sociales et l'ancienneté de l'implantation résidentielle des enquêtés des classes moyennes et supérieures révèlent des différences entre fractions de classe : d'est en ouest et du nord au sud, le patrimoine, les revenus, l'âge et la proximité au secteur privé augmentent, tandis que le niveau de diplôme apparaît comme la caractéristique la moins clivante au sein de ces catégories, presque toutes fortement diplômées. Sans surprise au regard des travaux sur les rapports sociaux dans ce type de contexte, on observe chez ces enquêtés une conscience de classe et de race, souvent euphémisée, construite sur la base d'un rapport

---

<sup>56</sup> Éric Agrikoliansky, Lorenzo Barrault-Stella, Julien Fretel, Brigitte Le Grignou, Anne-France Taiclet, « « Il y a de fortes chances que je sois obligé de voter Sarkozy ». (In)certitudes des choix électoraux », in *Les sens du vote*, Rennes, PUR, 2016, p.125-152.

<sup>57</sup> Où la candidate FN réalise en 2017 ses meilleurs scores dans les quartiers ségrégués entre le périphérique et les boulevards extérieurs, dont Nerval avec 13,7%.

<sup>58</sup> Les répondants au questionnaire à Montcalm sont près de 90% à déclarer discuter de l'élection présidentielle avec des membres de leur famille (91,3%) et des amis (89,4%) dans la semaine précédant le scrutin, contre respectivement 81,1% et 80,3% dans le quartier populaire, soit un écart de 9 points.

particulièrement ambivalent aux classes populaires et aux minorités racisées, alliant proximité spatiale, distance sociale et distinction culturelle. Les variations internes à la bourgeoisie locale se comprennent alors en lien avec la diversité de leurs votes en 2017<sup>59</sup>, qu'on ne peut expliquer sans restituer conjointement les dispositions et les intermédiations exercées par des proches.

Adrien, 31 ans, titulaire d'un diplôme d'ingénieur et d'un Master en gestion urbaine, cadre dans une grande entreprise publique et Mathilde, 32 ans, psychologue, « la plus politisée des deux », sont locataires dans un secteur encore diversifié socialement et ethniquement de l'arrondissement. Blancs, ils entretiennent des liens conviviaux dans leur immeuble mais l'essentiel de leurs sociabilités amicales, familiales et professionnelles se déploient surtout hors du quartier, au sein de fractions diplômées des classes moyennes et supérieures, plutôt proches du pôle culturel et du secteur public. Ils entretiennent un rapport aux groupes populaires et aux minorités ethno-raciales reposant sur « un jeu subtil de proximité et de distance »<sup>60</sup>, déjà étudié par les travaux sur la gentrification. Adrien se déclare « de gauche » mais « sans esprit militant », tandis que Mathilde est « un peu plus à gauche ». La politique est pour eux, qui font état d'un degré élevé de compétence et s'exposent à une variété de sources médiatiques, un sujet d'intérêt partagé. Ils sont allés ensemble voter à la primaire du PS et au cours de la campagne les discussions ont été fréquentes. Cet intérêt pour la politique apparaît sur un mode domestiqué : la présence de la politique dans leur vie est tellement naturalisée qu'elle encourage des attitudes d'évitement volontaire pour en contrôler l'intensité, en minimiser les effets dissonants ou conflictuels. Quelques mois avant les scrutins de 2017, auquel il leur paraît évident de participer, ils affirment vouloir voter à gauche, avec une préférence pour le PS, tout en gardant ouvertes les options, évoquant la possibilité d'un vote tactique en fonction des sondages. Au premier tour de la présidentielle, Adrien a maintenu son choix initial pour B. Hamon, en dépit des faibles intentions de vote qui lui étaient prêtées, alors que Mathilde a préféré J.L. Mélenchon. Ces orientations différentes au sein du couple leur ont permis de concilier collectivement fidélité et tactique. Aux législatives, ils sont allés voter en compagnie d'amis. Perplexes face à la multiplication des candidats de gauche, les membres du groupe ont décidé, sur le moment, de répartir leurs votes entre différents candidats. Ici encore, l'homogénéité politique tendancielle du groupe « à gauche » permet un arrangement pacifié avec les enjeux électoraux, pris au sérieux tout en

---

<sup>59</sup> Les pratiques politiques font partie des comportements distinctifs dans les quartiers gentrifiés : Anaïs Collet, *Rester bourgeois, op.cit.*

<sup>60</sup> Sylvie Tissot, *De bons voisins, op.cit.*, p.173.

étant mis à distance. Si cette homogénéité favorise la conformité des attitudes politiques, c'est aussi parce que la stabilité des comportements électoraux fonctionne comme une conformation aux normes légitimes dans le groupe (s'intéresser à la politique, aller voter, orienter son vote dans les limites d'un segment de l'offre) tout en autorisant une petite marge de jeu qui permet, dans le groupe, d'appivoiser les éventuelles tensions importées du champ politique.

Le suivi d'individus encore davantage dotés en ressources économiques met en exergue des processus similaires. Les rares cas d'hétérogénéité politique vont d'ailleurs dans le même sens, à l'image du couple formé par Simon, avocat spécialisé en droit commercial (dont les revenus mensuels oscillent entre 4 000 et 25 000 euros) et Christina, également avocate mais dans une spécialité moins prestigieuse et rémunératrice : le droit des étrangers. Simon évite de fréquenter les amis de sa compagne, « avocats gauchistes qui font mine de sauver le monde et font leur beurre sur le dos de la misère », qu'il sait être de gauche (la plupart ont voté B. Hamon en 2017), là où ses associés sont très libéraux et votent à droite. Lui souhaite dans un premier temps voter pour F. Fillon, elle pour B. Hamon. Ils trouvent un compromis en votant pour E. Macron dont la candidature apparaît comme un mode de règlement intraconjugal des divergences politiques, offrant un plus petit dénominateur commun à des individus dont les dispositions sont, en contexte électoral, activées par des médiations émanant de leurs groupes d'appartenance (notamment leurs sociabilités professionnelles et amicales) et porteuses de tensions contradictoires.

**Photo 7 : Le club de squash au sein du quartier bourgeois (janvier 2018)**



Rencontré par le biais du club de squash de Montmartre, Richard rappelle enfin, au-delà des figures emblématiques de gentrificateurs, que les classes supérieures du 18<sup>ème</sup> arrondissement sont aussi composées par des fractions caractérisées par l'importance du capital économique, l'ancrage dans le pôle privé et une orientation politique structurée à droite. Âgé de 49 ans, diplômé d'une école de commerce prestigieuse, cadre supérieur du privé dans une entreprise où il dirige environ 70 personnes, disposant de revenus mensuels d'environ 10 000 euros nets et d'un patrimoine immobilier avoisinant les 2,8 millions d'euros, Richard est vigoureusement ancré à droite, comme sa femme, au foyer et catholique pratiquante. Il fait état d'un fort intérêt et d'importantes compétences politiques, lit quotidiennement *Le Figaro*, *L'Opinion* et *Le Monde* (« pour savoir ce que pense la gauche ») mais évite la télévision qui serait faite pour « abrutir les gens ». Fortement antisocialiste, électeur de droite de longue date, il vote généralement LR même s'il a soutenu M. Le Pen au 1<sup>er</sup> tour de 2012 pour « faire bouger un peu Sarkozy ». À la présidentielle de 2017, il vote F. Fillon au premier tour, puis deux fois pour le candidat LR de sa circonscription aux législatives. Ses relations avec les milieux populaires du 18<sup>ème</sup> se limitent à la traversée en moto de Nerval pour se rendre au travail, passage qui lui inspire des commentaires de mise à distance décrivant les pauvres en termes de « saleté<sup>61</sup> ». Au-delà du fort mépris de classe, on peut aussi repérer des préjugés racistes dans ses propos<sup>62</sup> : « les gens qui vivent là-bas [à

---

<sup>61</sup> Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti, Jules Naudet, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris, Seuil, 2018.

<sup>62</sup> Cela rappelle le cas des cadres vivant dans des quartiers refondés des Hauts-de-Seine : Bruno Cousin, « Entre-soi mais chacun chez soi », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°204, 2014, p.88-101.

Nerval] font peur, ils sont vraiment sales surtout. Il y a un problème économique c'est vrai, mais pas que. Beaucoup vient de la culture, du niveau d'éducation, de la manière de vivre. Il n'y a presque que des étrangers, Noirs, Arabes, Roms, tout mélangé... même si pour beaucoup on leur a donné la nationalité française. Bon, ils vivent d'une manière pas très compatible avec la culture française ». Son dégoût explicite s'accompagne d'un rejet pratique de ces groupes populaires racisés dans l'espace urbain et il assume « d'éviter ces gens-là ». Mais Richard ne fréquente pas davantage les autres fractions des groupes les mieux dotés localement, « ces bobos de gauche » qu'il considère avec mépris et dont il raille en 2017 l'engouement pour E. Macron, « un socialiste déguisé ». Ses relations se déploient largement hors de l'arrondissement, dans plusieurs cercles de sociabilités – souvent masculins – de la bourgeoisie parisienne (un club de cigares notamment<sup>63</sup>), et ses amis sont dirigeants d'entreprises ou hauts cadres du privé comme lui, partageant ses vues économiques et politiques.

Ainsi, les prises de position électorales des fractions culturelles et économiques de la bourgeoisie locale reflètent une polarisation gauche-droite assez classique. Chacune prend sens à travers des groupes d'appartenance *relativement* homogènes politiquement qui constituent les principaux intermédiaires entre l'offre électorale et les votes. Mais, les cas évoqués l'attestent, cette homogénéité est *relative* au sens où elle autorise des divergences voire des désaccords politiques, qui sont généralement de faible ampleur (par exemple entre deux candidats de gauche) dès lors qu'il s'agit de voter. Enfin, au-delà des variations entre les fractions de la bourgeoisie locale, un de leurs points communs est leur distance aux classes populaires qui, si elle prend des formes variées selon les fractions (en lien avec leurs usages contrastés de l'espace public), rappelle combien cette classe demeure mobilisée, entre autres par son attachement à l'institution électorale et à l'ordre politique.

### *Les convergences des dominants : défendre ses intérêts sociaux par l'ordre politique*

Par-delà la diversité de leurs votes, les groupes les mieux dotés localement présentent une certaine unité politique : ils se caractérisent par un ensemble d'attitudes concourant à l'entretien de l'ordre politique et, ce faisant, contribuent à la défense de leurs intérêts et plus largement de l'ordre social établi. Trois indicateurs convergent en la matière. D'abord, les différentes fractions des classes moyennes et supérieures observées partagent un trait commun qui les distingue nettement des classes populaires : la régularité de leurs pratiques du vote.

---

<sup>63</sup> Tout laisse à penser que ce type de structures constitue une forme d'intermédiation non spécialisée mais instituée avec la politique : Kevin Geay, *Enquête sur les bourgeois*, Paris, Fayard, 2019.



Cette régularité correspond d'abord à des dispositions politiques plus structurées, incorporées dans les trajectoires et entretenues dans les sociabilités du quotidien, qui ne sont pas limitées au quartier. Le comportement électoral apparaît ainsi davantage réglé et prévisible, les votes de ces enquêtés se révèlent moins vulnérables aux aléas de la conjoncture, moins susceptibles de grandes variations, ce qui n'exclut pas de petites mobilités au sein d'un espace des possibles relativement restreint par le rapport mobilisé à sa position sociale dans ces milieux. Leur régularité se comprend également comme celle de la participation aux élections qui se révèle plus fréquente chez ces enquêtés, voire systématique. Au premier tour de la présidentielle de 2017, l'abstention n'est que de 14,4% dans ce bureau, alors qu'elle est plus de deux fois plus élevée (32,1%) à Nerval<sup>64</sup> (pour une moyenne nationale de 22,2%). Lors du premier scrutin législatif, le taux d'abstention dans le secteur bourgeois est inférieur de plus de 22 points (40,7%) à celui du bureau populaire (62,9%). Le fait de voter constitue dans ces milieux une pratique domestiquée et naturalisée, comme l'illustre le propos d'un des habitants à la sortie du bureau de vote : « ce n'est pas plus compliqué que d'aller à la boulangerie ». Par contraste avec les classes populaires, la norme participationniste et la croyance dans l'intérêt de voter sont plus fortes dans ces milieux bien dotés.

Ensuite, dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement, le FN réalise des scores moins élevés dans les classes moyennes-supérieures que dans les milieux populaires. Au premier tour de la présidentielle de 2017, le bureau de vote de Montcalm enregistre 4,15% de votes pour M. Le Pen, contre 13,7% dans le secteur populaire de Nerval et ces écarts sont réguliers depuis les élections de 2007. Ce qui ressort de l'enquête auprès de beaucoup d'individus bien dotés du 18<sup>ème</sup>, c'est une posture de forte défiance à l'égard du FN, considéré comme une « menace » pour le système politique : « Dans tous les cas, si le FN passe, on est marron » résume Simon. On ne retrouve pas de telles modalités de crainte généralisée dans les milieux populaires, où les votes FN sont davantage pratiqués, si ce n'est chez certains enquêtés des groupes ethno-raciaux inquiets du racisme de M. Le Pen. Mais de telles craintes ne sont pas partagées par tous dans ces milieux : « Elle parle mais elle va faire quoi la facho toute façon ? Elle va pas nous virer, on reste dans tous les cas » rétorque Fatoumata lorsque est envisagée la victoire de M. Le Pen lors d'une discussion informelle.

Enfin, la situation singulière du second tour de la présidentielle de 2017, où l'offre politique est réduite à un choix entre E. Macron et M. Le Pen, révèle l'attachement des milieux bourgeois à la modération politique et à une issue des élections assurant le maintien

---

<sup>64</sup> Il faudrait ajouter la non-inscription, plus forte dans les milieux populaires.

de l'ordre politique et social. La condamnation morale des électeurs affichant leur volonté de s'abstenir au second tour, alors décrite par beaucoup – sur notre terrain comme dans nombre de médias – comme « faisant le jeu du FN », apparaît beaucoup plus forte chez les enquêtés fortunés qui sont aussi, dans l'entre-deux tours, beaucoup plus inquiets que ceux populaires. Adrien et Mathilde, Simon et Christina ou même Christophe partagent cette posture inquiète cherchant à mobiliser dans l'entre-deux tours, par contraste avec les enquêtés du quartier populaire qui tolèrent mieux l'abstention malgré la présence de M. Le Pen « en finale » comme le dit Dienaba (35 ans, d'origine sénégalaise, caissière mariée à un conducteur de poids lourds) : « franchement je sais pas encore si je vais voter mais, même si j'y vais, je comprends bien les gens qui le font pas. Dans le fond, le vote on le sait, ça sert pas à grande chose et cette fois-là c'est pareil ». Si l'abstention, au niveau national, est singulièrement en hausse lors du second tour de la présidentielle de 2017 (25,4%), le bureau de vote bourgeois n'enregistre que 19,1% d'abstention, soit près de deux fois moins que dans le quartier populaire de Nerval (34,6%) où l'on observe aussi, en proportion, une hausse de M. Le Pen entre les deux tours (18,9% au second pour 13,7% au premier). De même, les répondants au questionnaire disposant d'un Bac + 5 votent extrêmement peu pour M. Le Pen, alors que 46% de l'électorat d'E. Macron est composé de Bac + 5. Le phénomène n'est d'ailleurs pas propre au 18<sup>ème</sup> puisque, à l'échelle nationale, les cadres supérieurs ont voté lors de ce second tour trois fois plus pour E. Macron que les ouvriers, à tel point que P. Lehingue suggère qu'il pourrait s'agir d'un vote de classe s'ignorant comme tel<sup>65</sup>. À tout le moins, ces éléments révèlent un attachement à la modération politique dans ces milieux sociaux favorisés, comme si l'essentiel, « au-delà de qui gagne entre la gauche et la droite » (Simon), était d'assurer la victoire d'un candidat dont on estime qu'il ne remettra en cause ni le système politique ni l'ordre social<sup>66</sup>. Même Richard, le cadre supérieur du privé très riche précédemment évoqué, raconte : « j'ai voté Le Pen pour faire chier Macron [au 2<sup>ème</sup> tour], je ne voulais pas qu'il ait un bon score ». Mais il ajoute : « j'ai voté pour elle parce que je savais qu'elle ne pouvait pas gagner. Sinon, j'aurais préféré un soc', peut-être même un communiste comme Mélenchon qui dans le fond est moins dangereux ». Mis ensemble, ces phénomènes observés singulièrement dans les fractions de la bourgeoisie illustrent, au-delà d'un éventuel vote de classe, l'existence de dispositions politiquement conservatrices dans ces milieux, forme incorporée de défense de l'ordre politique, donc aussi de l'ordre social dont il constitue l'un des garants.

---

<sup>65</sup> Patrick Lehingue, « « Le » vote Macron : un vote de classe qui s'ignore comme tel ? », in *L'entreprise politique Macron*, Grenoble, PUG, 2019, p.139-156.

<sup>66</sup> Yann Raizon du Cleuziou note dans le même sens que les évêques français prescrivent rarement le vote à l'exception de la condamnation du vote FN : *Une contre-révolution catholique*, Paris, Seuil, 2019.

\*\*\*

Au total, cette recherche menée dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement contribue au renouvellement des approches contextuelles du vote par une sociologie relationnelle des groupes sociaux en présence, l'articulation de différents rapports de domination et l'analyse de la diversité des intermédiations susceptibles de faire voter. Cette étude montre alors l'importance des intermédiations non instituées, largement symboliques et reposant sur la manière de se penser soi-même et de se représenter les autres. Pour autant, cela ne signifie pas que d'autres médiations plus instituées, à l'instar de diverses structures locales (associations culturelles, groupements religieux, etc.) ou même d'organisations politiques, ne puissent pas aussi contribuer au façonnage des choix électoraux<sup>67</sup>. Alors que les classes populaires sont parmi les moins enclines à voter, c'est dans leur quartier que les intermédiations électorales officielles et le travail de mobilisation apparaissent les plus limitées, y compris lors de la présidentielle qui est pourtant l'élection de plus haute intensité. Cela explique non seulement que les électeurs des classes populaires, particulièrement ceux des minorités ethno-raciales les moins socialisées aux institutions politiques, participent moins aux scrutins mais aussi que les votants apparaissent particulièrement dispersés en fonction des divisions internes à ces milieux. Par contraste avec d'autres périodes historiques où des organisations politiques travaillaient à produire une forte identification de classe qui, si elle n'a pas complètement disparue, semble aujourd'hui nettement plus ténue, c'est à l'aune des rapports conflictuels entre fractions racisées des catégories populaires que l'on peut comprendre les orientations particulièrement diverses de leurs votes. Cet espace des possibles électoraux particulièrement élargi est le produit de la complexité actuelle de la chaîne des médiations entre l'offre politique et les milieux populaires, que les entreprises politiques peinent à comprendre et à contrôler.

Dans le même temps, les groupes sociaux les mieux dotés du 18<sup>ème</sup> arrondissement dans leurs différentes fractions, très majoritairement blancs, sont aussi les plus exposés aux campagnes et au travail de mobilisation électorale. Ces intermédiations spécialisées et

---

<sup>67</sup> L'articulation des dispositions et des intermédiations, instituées ou non, susceptibles de politiser (au-delà du seul vote) les différents groupes sociaux est au cœur du programme de recherche proposé par Lorenzo Barrault-Stella, et Bernard Pudal à partir d'une relecture des travaux de Pierre Bourdieu sur la question : « Retour sur la politisation des classes populaires. Propositions pour une analyse des états de matière du politique et de leur convertibilité », in Lorenzo Barrault-Stella, Brigitte Gaiti, Patrick Lehingue (dir.), *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, PUR, 2019, p.105-128.

instituées produisent cependant peu d'effets sur les orientations de leurs votes tant leurs dispositions politiques apparaissent structurées, restreignant leur espace des possibles électoraux<sup>68</sup>. Indépendamment de la conjoncture, ces électeurs des classes moyennes et supérieures apparaissent davantage mobilisés électoralement et particulièrement réguliers dans leurs pratiques de votes. Les groupes d'appartenance – familles, amis, associations, etc. – des diverses fractions de la bourgeoisie locale jouent un rôle d'intermédiaire central dans l'appréhension de l'offre politique. Du fait de leur maîtrise politique (jamais totale mais toujours supérieure à celles des milieux populaires) qui les conduit à envisager le vote comme une manière de défendre leurs intérêts sociaux, la chaîne des intermédiations électorales apparaît moins entremêlée que dans les milieux populaires. Si les identifications ethno-raciales ne sont pas absentes dans ces milieux favorisés, elles se présentent comme plus secondaires lorsqu'il s'agit d'expliquer les votes. Au-delà des variations des goûts électoraux de chaque fraction, aucune ne contribue à la structuration politique des catégories populaires et des minorités ethno-raciales vivant à proximité<sup>69</sup>. Et dans le même temps, ces milieux socialement dominants convergent par leur posture d'attachement à l'institution électorale et leur souci de préserver l'ordre politique, garant de l'ordre social donc aussi de leur position dominante. Cette recherche révèle donc au final que si l'autonomie relative du champ politique permet une forme d'exercice de la domination politique s'imposant à l'ensemble des groupes sociaux (notamment par la définition de l'offre en amont des élections), ceux-ci sont inégalement à même de s'en accommoder et d'en tirer parti, à l'avantage des classes dominantes qui parviennent le mieux à défendre leurs intérêts sociaux par le vote. De ce point de vue, l'élection constitue une institution permettant à la fois l'exercice de la domination politique et l'entretien de l'ordre social.

---

<sup>68</sup> Si l'on suit Pierre Bourdieu, « plus on a de pouvoir sur le monde, plus on a des aspirations ajustées à leurs chances de réalisation, raisonnables et aussi stables et peu sensibles aux manipulations symboliques. En deçà d'un certain seuil au contraire, les aspirations sont flottantes, décrochées de la réalité et parfois un peu folles, comme si quand rien n'est vraiment possible, tout devenait possible » : *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, Liber, 1997, p.267.

<sup>69</sup> Pour des mécanismes analogues : Jean-Claude Chamboredon, Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale », *Revue Française de Sociologie*, vol. 11, n°1, 1970, p.3-33.